

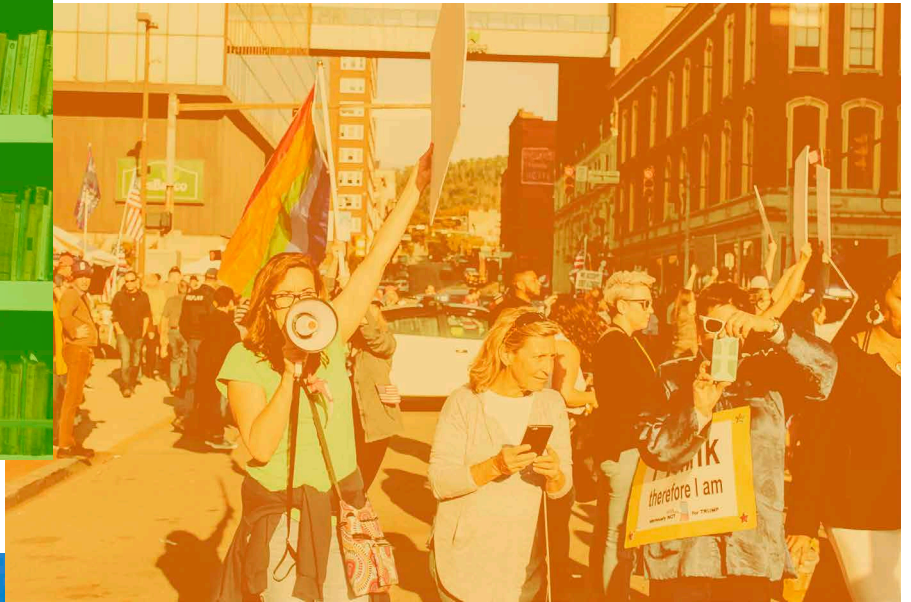
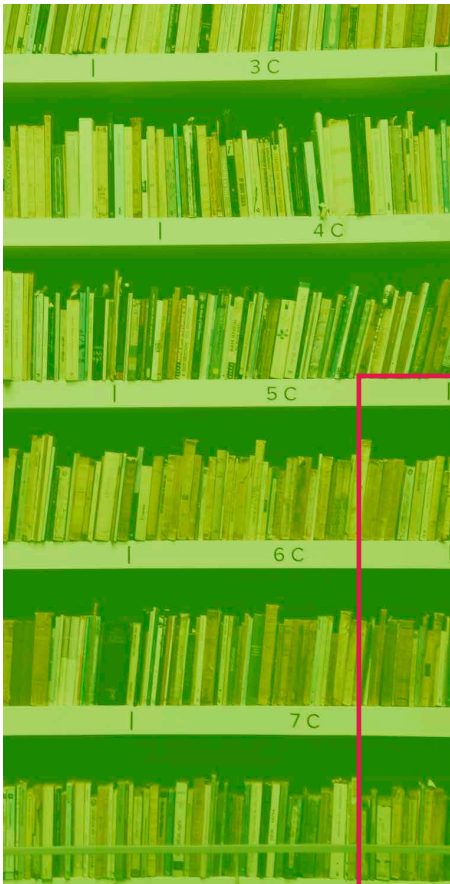


# RAPPORT ANNUEL 2020/21

**DU CENTRE DE DROIT PUBLIC  
DE L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA**



Université d'Ottawa  
**CENTRE DE DROIT PUBLIC**



# TABLE

# DES MATIÈRES

02

## MOT DE BIENVENUE

03

## NOTRE CENTRE

MEMBRES EXÉCUTIFS	03
MEMBRES	03-04
ÉTUDIANTS DIPLÔMÉS	04
CHERCHEURS INVITÉS	05
CHERCHEUR POSTDOCTORAL	05

06-07

## PROJETS ACTUELS

08-09

## ÉVÉNEMENTS ORGANISÉS

10-16

## SÉLECTION DE PUBLICATIONS DES MEMBRES

LIVRES	10-13
CHAPITRES DE LIVRES	14
ARTICLES & RAPPORTS	14-16
ÉDITORIAUX	16

17

## PARTENARIATS

18-19

## FAITS SAILLANTS DES MEMBRES

**I****MOT****DE BIENVENUE**

## **NOUS PENSONS, ÉCRIVONS, PARLONS ET TWEETONS SUR TOUT CE QUI CONCERNE LE DROIT PUBLIC.**

Nous sommes heureux de présenter le rapport annuel 2020/21 du Centre de droit public de l'Université d'Ottawa, le principal centre canadien de recherche, de débat et d'engagement en droit public. Le Centre a été officiellement approuvé par le Conseil des gouverneurs de l'Université durant l'été 2019. Situé au sein de la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa, il abrite le plus grand nombre d'universitaires en droit public au pays.

Les sections de droit civil et de common law de la Faculté de droit sont reconnues à l'échelle nationale et internationale pour leur expertise en droit public, notamment en droit constitutionnel, traditions juridiques autochtones, droit administratif, droit de la démocratie, droit de l'immigration et des réfugiés, droit pénal, droits de la personne, droit public comparé, droit public critique et théorie du droit public.

Le Centre est bilingue, multi-juridique et interdisciplinaire. Il rassemble des experts de la Faculté de droit et de l'Université avec des collaborateurs nationaux et internationaux, des universitaires invités, des boursiers et des étudiants diplômés affiliés pour créer de nouvelles opportunités de recherche et d'engagement dans l'éventail des sujets de droit public et de politique publique.

Le Centre appuie et réalise des recherches innovatrices qu'il partage avec diverses audiences au Canada et dans le monde. Il optimise son pouvoir de convocation pour réunir des représentants du gouvernement et des organisations de la société civile pour des discussions de haut niveau sur des questions de politique publique. Et il organise des conférences, des webinaires, des séminaires et des présentations données par des conférenciers invités qui interviennent à la fois dans les débats actuels et amorcent de nouvelles discussions.

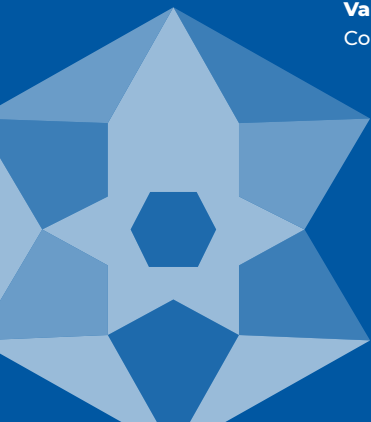
Il va sans dire que les derniers 18 mois ont été une période très difficile lors de laquelle nous avons collectivement fait face à la pandémie de la COVID-19. Même si plusieurs d'entre nous aurions voulu faire avancer davantage nos projets de recherche, nous avons trouvé des moyens de continuer d'approfondir les connaissances en droit public et de continuer de contribuer aux débats de la sphère publique. Le Centre est extrêmement fier de tout ce que nos membres ont accompli lors de cette période. Nous espérons que les projets décrits dans les pages qui suivent vous donneront un bon portrait du centre de recherche proactif que nous construisons.

Nous avons hâte de partager avec vous des nouvelles de nos projets, nos événements et nos publications!

Cordialement,

**Vanessa MacDonnell**

Co-directrice du Centre de droit public de l'Université d'Ottawa



## MEMBRES EXÉCUTIFS

### Co-directeurs

Vanessa MacDonnell	Professeure agrégée et co-directrice du Centre de droit public de l'Université d'Ottawa	Membre exécutif/Co-directrice
--------------------	---	-------------------------------

### Membres exécutifs

Stephen Bindman	Professeur à temps partiel et chercheur invité	Membre exécutif
Yan Campagnolo	Professeur agrégé	Membre exécutif
Aimée Craft	Chaire de l'Université <i>Nibi miinawaa aki inaakonigewin</i> : Gouvernance autochtone en relation avec la terre et l'eau et professeure agrégée	Membre exécutif
Paul Daly	Chaire de recherche de l'Université en droit administratif et gouvernance	Membre exécutif
Marie-France Fortin	Professeure adjointe	Membre exécutif
Jamie Liew	Professeure agrégée et directrice de l'Institut d'études féministes et de genre	Membre exécutif
Jena McGill	Professeure agrégée	Membre
Michael Pal	Professeur agrégé	Membre exécutif
Charles-Maxime Panaccio	Professeur agrégé	Membre exécutif
Terry Skolnik	Professeur adjoint	Membre exécutif

## MEMBRES

Nom	Position	Adhésion
Wolfgang Alschner	Professeur agrégé	Membre
Natasha Bakht	Professeure titulaire	Membre
Sarah Berger Richardson	Professeure agrégée	Membre
Jennifer Bond	Professeure agrégée	Membre
Rosemary Cairns-Way	Professeure titulaire	Membre
Stefanie Carsley	Professeure agrégée	Membre
Nathalie Chalifour	Professeure titulaire	Membre
Y.Y. Chen	Professeur agrégé	Membre
Lynda Collins	Professeure titulaire	Membre
Adam Dodek	Professeur titulaire	Membre
Anne-Françoise Debruche	Professeure agrégée	Membre
Karen Eltis	Professeure titulaire	Membre
Daphne Gilbert	Professeure titulaire et vice-doyenne à la gouvernance	Membre

Nom	Position	Adhésion
Mistrale Goudreau	Professeure titulaire	Membre
Martha Jackman	Professeure titulaire	Membre
John Mark Keyes	Professeur adjoint	Membre
Kyle Kirkup	Professeur agrégé	Membre
François Larocque	Chaire de recherche, Droits et enjeux linguistiques et professeur titulaire	Membre
Yves Le Bouthillier	Professeur titulaire et vice-doyen du Programme de common law en français	Membre
Anne Levesque	Professeure adjointe	Membre
Katherine Lippel	Chaire de recherche éminente en droit de la santé et de la sécurité au travail	Membre
Ravi Malhotra	Professeur titulaire	Membre
Carissima Mathen	Professeure titulaire	Membre
Graham Mayeda	Professeur agrégé	Membre
Heather McLeod-Kilmurray	Professeure titulaire	Membre
Errol Mendes	Professeur titulaire	Membre
France Morrissette	Professeure agrégée	Membre
Delphine Nakache	Professeure agrégée	Membre
Peter Oliver	Professeur titulaire	Membre
Mona Paré	Professeure titulaire	Membre
Benoît Pelletier	Professeur titulaire	Membre
Jennifer Quaid	Professeure agrégée et vice-doyenne à la recherche	Membre
Sylvia Rich	Professeure agrégée	Membre
Amy Salyzyn	Professeure agrégée	Membre
Samuel Singer	Professeur agrégé	Membre
Marie-Eve Sylvestre	Doyenne de la section de droit civil	Membre
Sophie Thériault	Vice-doyenne aux études et professeure titulaire	Membre
Joao Velloso	Professeur agrégé	Membre
David Wiseman	Professeur titulaire et vice-doyen du Programme de common law en anglais	Membre

## ÉTUDIANTS DIPLÔMÉS

Yawo Alou

Monim Benaïssa

Justine Bouquier

Ping Dang

Ainsley Daub

Erin Dobbelsteyn

Babajide Idowu

Isabelle Lefebvre

Martha Ann G. McDougall

Vicky Sabourin

Asaph Wenda

## CHERCHEURS INVITÉS



Le Centre attend impatiemment d'accueillir **HAN-RU ZHOU**, un éminent spécialiste bilingue en droit constitutionnel, comme chercheur invité en 2021-2022. Le professeur Zhou travaille actuellement comme professeur agrégé à l'Université de Montréal. Il est le co-rédacteur en chef de la *Revue d'études constitutionnelles* et l'auteur de *Constitutional Law : Fundamental Principles* (Thémis 2021, traduit du *Droit constitutionnel : principes fondamentaux*).

Le Centre accueillera également le professeur **RICHARD ALBERT**, un universitaire de droit constitutionnel comparé de renommée internationale, comme chercheur invité en 2021-2022. Le professeur Albert est professeur de droit William Stamps Farish, professeur de gouvernement et directeur des études constitutionnelles à l'Université du Texas à Austin. Il est l'auteur de *Constitutional Amendments : Making, Breaking, and Changing Constitutions*, une monographie publiée par Oxford University Press en août 2019.



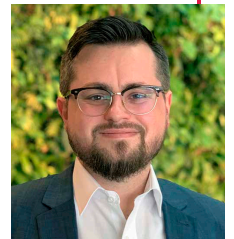
**ROXANNE GUÉRARD** est chercheuse invitée du Centre de droit public depuis 2020. Membre du Barreau du Québec depuis 1994, elle poursuit sa carrière de juriste au ministère de la Justice du Canada depuis plus de vingt ans, principalement à la Direction des services législatifs. Son activité professionnelle, enrichie par une formation universitaire spécialisée, a nourri chez elle un intérêt pour la légistique, discipline juridique consacrée à la création de normes de type législatif. Son intérêt pour les applications de cette discipline l'a conduite à entreprendre la rédaction d'une thèse de doctorat intitulée *Analyse légistique des pratiques d'harmonisation des règlements municipaux au Québec*. Ce travail de recherche, soutenu par des bourses de la Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires et de la Chaire de rédaction juridique Louis-Philippe Pigeon, examine l'exercice concerté des pouvoirs réglementaires municipaux qui a cours en matière de paix, d'ordre et de sécurité publique. Dre. Guérard travaille avec la professeure Marie-France Fortin sur notre projet interdisciplinaire avec le Centre d'études en gouvernance et le centre du droit de l'environnement et de la durabilité mondiale sur l'eau et la gouvernance.

## CHERCHEUR POSTDOCTORAL

### BIENVENUE À NOTRE PREMIER CHERCHEUR POSTDOCTORAL

Cette année, le Centre a accueilli **Alexandre Lillo**, son premier chercheur postdoctoral, pour travailler sur le projet de recherche collaboratif sur le droit et la gouvernance de l'eau. Le projet est une initiative conjointe du Centre de droit public, du Centre sur la gouvernance et du Centre pour le droit de l'environnement et la durabilité mondiale.

Dr. Lillo est titulaire d'un doctorat en droit (2020) complété sous la co-tutelle de l'Université d'Ottawa et de l'Université de Montpellier (France). Sa thèse, intitulée *The Shape of Water – La construction d'un cadre juridique de gestion de l'eau au Canada* (en français seulement), propose douze principes directeurs pour jeter les bases d'une stratégie canadienne de l'eau. Ses recherches actuelles portent sur les mécanismes juridiques de la gouvernance de l'eau au Canada. Il partage actuellement une Chaire de recherche en Innovation pédagogique à la Section de droit civil de l'Université d'Ottawa et est professeur à temps partiel à la Faculté de droit et à la Faculté des arts.



Le Centre et ses membres dirigent plusieurs grands projets de recherche révolutionnaires sur des sujets aussi divers que l'eau, l'égalité et le cabinet.



### LE FORUM POUR LE DIALOGUE ALEX TREBEK SUR LE PROJET SUR LA RÉGLEMENTATION ET LA GOUVERNANCE DE L'EAU



L'eau douce, la ressource naturelle la plus précieuse de l'humanité, est en grande partie non réglementée et s'épuise rapidement. La crise climatique va quant à elle exacerber ces difficultés aux cours des prochaines années. Il y a donc une urgence de lutter contre l'épuisement des eaux souterraines. Cinquante pour cent de la planète dépend des eaux souterraines s'approvisionner en eau potable, mais d'ici 2030, la planète sera confrontée à un déficit d'approvisionnement en eau de 40 pour cent à moins que la gestion de cette ressource ne soit considérablement améliorée. Les experts canadiens ont réclamé à maintes reprises une stratégie nationale sur l'eau. Maintenant que des consultations se déroulent pour créer une Agence canadienne de l'eau, l'heure est venue d'examiner de manière significative les politiques qui existent sur la gestion, la préservation et la réglementation de l'eau au Canada.

En collaboration avec le Centre sur la gouvernance et le Centre pour le droit de l'environnement et la durabilité mondiale, et financé par l'initiative Des solutions intelligentes pour un monde meilleur du Forum pour le dialogue Alex Trebek, le Projet sur le droit et la gouvernance de l'eau vise à favoriser les échanges entre les universitaires, les acteurs gouvernementaux, les groupes d'intérêt et le grand public afin d'identifier et de répondre aux principales préoccupations de politique publique liées à l'eau. Dirigée par la professeure Marie-France Fortin, membre exécutif du Centre, l'équipe du projet cherchera à développer des politiques à plusieurs niveaux et des modèles de réglementation visant la gestion durable des ressources en eau douce.

### JUGER LES JUGEMENT EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ : APPLICATION DE L'ANALYSE DES DONNÉES JURIDIQUES À LA JURIS- PRUDENCE DE LA COUR SUPRÊME SUR L'ARTICLE 15 ET L'ÉGALITÉ

La Cour suprême du Canada est une institution centrale dans le droit et la politique canadiens, et pourtant, à ce jour, il y a eu relativement peu de recherches expérimentales sur son travail. Dirigé par la professeure Carissima Mathen, l'application de l'analyse de données juridiques à l'article 15 de la *Charte* et à la jurisprudence en matière d'égalité est un projet financé par le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) qui utilise des analyses de données juridiques de pointe pour enquêter sur les décisions de la Cour suprême du Canada, en particulier sur la manière dont la Cour a traité les demandes en matière d'égalité. Le professeur Wolfgang Alschner, un pionnier dans l'application de l'analyse de données à l'étude pratique du droit et chef du Laboratoire de technologie juridique de la Faculté, la professeure Vanessa MacDonnell, co-directrice du Centre de droit public de l'Université d'Ottawa, membre exécutif du Centre, le professeur Terry Skolnik et le chercheur invité Stephen Bindman se joindront à la professeure Mathen pour ce projet.

Guidée à la fois par les données et par une analyse doctrinale éclairée, l'équipe de recherche développe de nouvelles connaissances sur le corpus complexe de jurisprudence entourant les revendications en matière des droits à l'égalité, leur permettant d'évaluer l'impact relatif de l'article 15 de la *Charte canadienne des droits et libertés*. Les résultats générés par cette recherche contribueront à la littérature sur la prise de décision judiciaire, combleront le fossé entre les recherches qualitatives et quantitatives sur la Cour suprême du Canada, développeront une compréhension plus nuancée et expérimentalement éclairée des droits à l'égalité au Canada et façonneront la stratégie de litige.





## LE PROJET DE MANUEL DU CABINET FANTÔME

En Nouvelle-Zélande et au Royaume-Uni, un manuel du cabinet énonce la position du gouvernement sur les conventions qui s'appliquent à la formation du gouvernement, au gouvernement du cabinet et à d'autres aspects de la gouvernance de ces pays. Malgré que des demandes aient été faites depuis longtemps pour disposer d'un tel document, le Canada n'a pas publié de manuel de ce genre au niveau fédéral.

Dirigé par la professeure Vanessa MacDonnell, co-directrice du Centre, et le professeur Philippe Lagassé, titulaire de la chaire Barton à la Norman Paterson School of International Affairs de l'Université Carleton, le projet de manuel du cabinet fantôme rassemble un groupe d'éminents universitaires pour élaborer un modèle pour un Manuel du cabinet canadien. Le projet identifiera les éléments essentiels d'un Manuel du cabinet canadien et mettra en évidence les domaines dans lesquels il peut y avoir des désaccords sur la portée et le contenu de conventions ou de pratiques particulières. Cette ressource sera d'une valeur considérable dans les discussions continues sur l'importance d'un manuel du cabinet ainsi que dans la recherche universitaire sur la constitution non écrite.



## COURS DE RECHERCHE DIRIGÉE SUR LES NOMS COMMÉMORATIFS

Les monuments municipaux tels que les piscines, les arénes, les centres communautaires, les stades, les parcs, les rues et les bibliothèques façonnent le paysage de la vie urbaine quotidienne. En effet, la façon dont nous nommons les espaces publics en dit autant sur l'identité et la mémoire de nos villes que sur l'infrastructure symbolique des espaces publics. Pour les groupes marginalisés, leur inclusion dans la topographie des grandes villes du Canada est devenue une forme de justice transformatrice à partir de laquelle de nombreuses campagnes de changement de nom ont émergé. En octobre 2020, le nom John A. Macdonald a été retiré du bâtiment abritant la faculté de droit de l'Université Queen's. En juin 2017, le premier ministre Justin Trudeau a annoncé le changement de nom de l'édifice historique Langevin qui abrite son bureau. Les deux changements de nom étaient le résultat des associations de ces personnages historiques avec les pensionnats indiens et les politiques d'assimilation autochtones.

Au cours des dernières décennies, la dénomination commémorative a été étudiée presque exclusivement par des géographes, des anthropologues, des historiens, des linguistes, des urbanistes et des politologues. Ce cours de recherche dirigée, mené par la professeure Vanessa MacDonnell et

Stéphanie Plante, portait sur le rôle du droit dans le processus de nomination commémorative. Ce cours produira des documents d'information comparant les procédures et les lois relatives aux noms commémoratifs dans les grandes villes du Canada et proposant des améliorations à ces politiques. Il comprenait également un volet appliqué, avec des étudiants travaillant activement sur une initiative de nom commémoratif.



# IV ÉVÉNEMENTS ORGANISÉS

Malgré la pandémie, le Centre a accueilli plus d'une douzaine de tables rondes en ligne, de discussions, de causeries au coin du feu et d'ateliers ouverts aux experts en droit public et au grand public.

## 25 septembre 2020

Table ronde avec les éditeurs de *Vulnerable: The Law, Policy and Ethics of COVID-19*. Les cinq éditeurs de *Vulnerable* ont parlé de ce qui a motivé le projet et des principaux résultats de recherche de la collection. [REGARDEZ ICI](#)

## 22 octobre 2020

Une table ronde bilingue s'est tenue le jour où la Cour suprême du Canada a entendu les plaidoiries sur les *Références à la Loi sur la tarification de la pollution par les gaz à effet de serre*, une contestation constitutionnelle majeure de la législation fédérale sur la tarification du carbone. Cet événement était coparrainé par le Centre pour le droit de l'environnement et la durabilité mondiale.

[REGARDEZ ICI](#)

## 19 octobre 2020

Table ronde de langue française présentant certains des contributeurs de *Vulnerable*, discutant des impacts inégaux et discriminatoires de la pandémie au Canada et dans le monde. [REGARDEZ ICI](#)

## 18 décembre 2020

Conférence marquant le premier anniversaire de la décision de la Cour suprême du Canada dans *Vavilov*, une décision majeure sur la norme de contrôle en droit administratif. Le professeur Paul Daly, titulaire de la Chaire de recherche universitaire en droit administratif et gouvernance, a organisé et animé l'événement. [REGARDEZ ICI](#)

## 5 octobre 2020

Audience virtuelle de la Cour fédérale tenue « à » la faculté de droit, animée par le professeur Jamie Liew. Après l'audience, les étudiants ont posé des questions aux avocats et au juge.

## 19 novembre 2020

Conférence en anglais coparrainée par le Centre, le Forum pour le dialogue Alex Trebek et la Revue de droit d'Ottawa, par la chercheuse de renommée internationale Sherene Razack, présidente du Penny Kanner et professeure à l'UCLA. La conférence a exploré la nature sexuelle des réponses juridiques, sociales et politiques aux femmes musulmanes portant le niqab. [REGARDEZ ICI](#)



## 7 octobre 2020

Discussion bilingue avec le juge en chef Paul Crampton de la Cour fédérale du Canada, la co-directrice Vanessa MacDonnell et la professeure Jamie Liew sur les défis que la pandémie de COVID-19 a posés aux tribunaux et comment la COVID-19 a accéléré la modernisation des tribunaux. [REGARDEZ ICI](#)



## 16 mars 2021

Lancement de la plateforme internet [PLANCTUS](#) développée par le professeur François Larocque, Chaire de recherche universitaire sur les droits et enjeux linguistiques. Planctus est une application mobile destinée à sensibiliser le public aux droits linguistiques et à faciliter la rédaction et la transmission de plaintes linguistiques aux différentes autorités au Canada. [REGARDEZ ICI](#)



**PLANCTUS**  
ACTIVÉ VOS DROITS LINGUISTIQUES

**17 mars 2021**



Causerie bilingue au coin du feu entre l'honorable Ahmed Hussen, ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social, et la professeure Jamie Liew. Cette conversation a exploré le cheminement du ministre Hussen en droit, comment ses études à la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa l'ont préparé à sa carrière et comment son expérience au Canada en tant que réfugié a façonné son approche du droit et de la politique. [REGARDEZ ICI](#)

**25 mars 2021**

Table ronde sur le bilinguisme officiel et les bureaux vice-royaux du Canada, coparrainée par François Larocque, titulaire de la Chaire de recherche universitaire sur les droits et les enjeux linguistiques. [REGARDEZ ICI](#)

**8 avril 2021**

Discussion au coin du feu avec Dahlia Lithwick, rédactrice en chef et correspondante juridique pour *Slate*. La discussion était animée par la co-directrice du Centre, Vanessa MacDonnell et couvrirait le voyage de Lithwick d'Ottawa à Washington ainsi que ses expériences en tant que correspondante juridique à la Cour suprême des États-Unis. [REGARDEZ ICI](#)



**26 mars 2021**

Table ronde bilingue sur la décision de la Cour suprême du Canada sur la constitutionnalité de la *Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre*, coparrainée par la Commission écofiscale, le Centre du droit de l'environnement et de la durabilité mondiale, le Centre québécois du droit de l'environnement, Ecojustice et l'Institut pour l'IntelliProspérité. La table ronde était composée d'avocats qui ont plaidé la cause et de spécialistes du droit constitutionnel qui ont expliqué la décision et ses implications pour le Canada. Cette table ronde a eu lieu le lendemain de la décision de la Cour et plus de 700 étudiants, professeurs, membres du public et employés du secteur public ont assisté à l'événement. [REGARDEZ ICI](#)

**7 au 9 juin 2021**

Un atelier de travail en cours avec l'Université Queen's. Des professeurs de l'Université d'Ottawa et de Queen's ont présenté des exposés lors d'un atelier en ligne de trois jours.

**15 juin 2021**

Un séminaire organisé et animé par la professeure Jamie Liew, membre exécutif, qui a discuté de cinq essais explorant les défis auxquels les réfugiés ont été confrontés pendant la pandémie de COVID-19. Les essais seront publiés par la *Statelessness and Citizenship Review*. [REGARDEZ ICI](#)

**31 mars 2021**

Table ronde bilingue sur le projet de loi C-15, loi présentée pour mettre en œuvre les obligations du gouvernement fédéral en vertu de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA). Présentée par le Centre de droit public de l'Université d'Ottawa, le Comité des traditions juridiques autochtones, le gouvernement des étudiants autochtones en droit et la Revue de droit d'Ottawa. [REGARDEZ ICI](#)

**15 juin 2021**

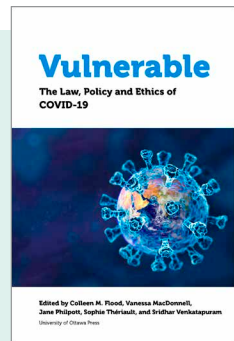
Le Centre s'est associé au laboratoire de technologie juridique du professeur Wolfgang Alschner pour organiser un atelier interne pour les professeurs et les étudiants diplômés qui a fourni une introduction pratique à l'analyse automatisée et semi-automatisée des jugements des tribunaux.

# SÉLECTION DE PUBLICATIONS DES MEMBRES

## LIVRES

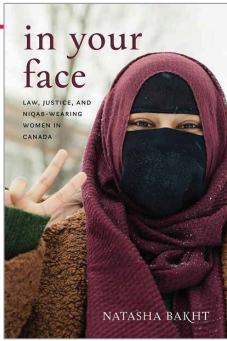
Les membres du Centre ont publié des livres sur des sujets allant du droit de l'environnement au droit et à l'éthique de COVID-19 au secret ministériel.

**VULNERABLE: THE LAW, POLICY AND ETHICS OF COVID-19.** La co-directrice **Vanessa MacDonnell**, Colleen Flood, Jane Philpott, **Sophie Thériault** et Sridhar Venkatapuram ont publié *VULNERABLE: THE LAW, POLICY AND ETHICS OF COVID-19* (Presses de l'Université d'Ottawa, 2020), un livre en accès libre, évalué par des pairs et qui constitue une réponse rapide aux questions juridiques, éthiques et politiques soulevées par la pandémie de la COVID-19. Quinze membres du Centre ont contribué au recueil qui a été téléchargé près de 10 000 fois depuis sa sortie en juillet 2020 et qui a reçu une attention nationale et internationale. Le volume était accompagné de trois séminaires en ligne, d'une série de *Policy Options* et de plusieurs éditoriaux. Il a récemment [FAIT L'OBJET D'UN COMPTE RENDU](#) dans la *Revue canadienne droit et société*. Vidéo promotionnelle [ICI](#).



Chapitres par les membres du Centre :

- Colleen M. Flood, **Vanessa MacDonnell**, Jane Philpott, **Sophie Thériault** et Sridhar Venkatapuram : « Overview of COVID-19: Old and New Vulnerabilities »
- **David Robitaille**, « La COVID-19 au Canada : le fédéralisme coopératif à pied d'œuvre »
- **Carissima Mathen**, « Resisting the Siren's Call : Emergency Powers, Federalism, and Public Policy »
- **Vanessa MacDonnell**, « Ensuring Executive and Legislative Accountability in a Pandemic »
- **Paul Daly**, « Governmental Power and COVID-19: The Limits of Judicial Review »
- **Marie-France Fortin**, « Liability of the Crown in Times of Pandemic »
- **Jennifer A. Quaid**, « Balancing Risk and Reward in the Time of COVID-19 : Bridging the Gap Between Public Interest and the "Best Interests of the Corporation" »
- **Terry Skolnik**, « The Punitive Impact of Physical Distancing Laws on Homeless People »
- **Yves Le Bouthillier** et **Delphine Nakache**, « The Right of Citizens Abroad to Return During a Pandemic »
- **Martha Jackman**, « Fault Lines : COVID-19, the *Charter*, and Long-term Care »
- **Anne Levesque** et **Sophie Thériault**, « Systemic Discrimination in Government Services and Programs and Its Impact on First Nations Peoples During the COVID-19 Pandemic »
- **Jamie Chai Yun Liew**, « Preventing the Spread of Anti-Asian Racism : Including Critical Race Analysis in a Pandemic Plan »
- **Y.Y. Brandon Chen**, « Migrant Health in a Time of Pandemic : Fallacies of Us-Versus-Them »
- Tess Sheldon et **Ravi Malhotra**, « Not All in This Together : Disability Rights and COVID-19 »
- **Katherine Lippel**, « Occupational Health and Safety and COVID-19 : Whose Rights Come First in a Pandemic? »
- **Vanessa Gruben** et Louise Bélanger-Hardy, « Risking It All : Providing Patient Care and Whistleblowing During a Pandemic »
- **Sarah Berger Richardson**, « Worked to the Bone : COVID-19, the Agrifood Labour Force, and the Need for More Compassionate Post-Pandemic Food Systems »



**Natasha Bakht, *IN YOUR FACE : LAW, JUSTICE AND NIQAB-WEARING WOMEN IN CANADA*** (Irwin Law, 2020).

Ce livre explore les expériences d'un groupe de femmes au Canada qui sont peu nombreuses mais qui ont attiré beaucoup d'attention juridique, politique et sociale au cours des dernières années. Les femmes musulmanes qui se couvrent le visage d'un voile suscitent des réactions viscérales chez des personnes qui, malgré l'exposition à divers modes de vie dans des environnements urbains multiculturels, semblent avoir des notions fixes sur la façon dont les femmes devraient vivre une belle vie. Les politiciens ont dénoncé le niqab pour diverses raisons, demandant aux femmes musulmanes de simplement l'enlever. Lorsqu'une telle persuasion a échoué, des tentatives législatives ont été faites, certaines avec succès, pour interdire aux femmes de se couvrir le visage dans certains contextes, y compris les salles d'audience, les cérémonies de citoyenneté, les espaces publics et lorsqu'elles travaillent dans la fonction publique. Ce livre analyse les interdictions du niqab au Canada tout en s'appuyant sur des entretiens avec des femmes portant le niqab pour révéler leurs identités complexes et leurs multiples motivations à s'habiller de cette manière. Le livre est disponible [ICI](#).

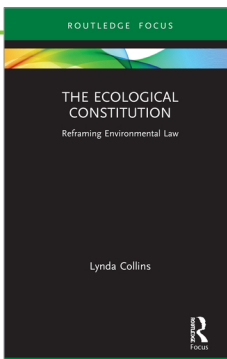
**Yan Campagnolo, *LE SECRET MINISTÉRIEL : THÉORIE ET PRATIQUE*** (Presses de l'Université Laval, 2020).

Le secret ministériel fait référence à l'ensemble des règles politiques et juridiques qui protègent la confidentialité du processus décisionnel collectif au plus haut niveau de la branche exécutive du gouvernement, c'est-à-dire le Conseil des ministres ou le Cabinet. Dans le contexte contemporain où la transparence et la responsabilité du gouvernement sont des valeurs fondamentales, la légitimité du secret ministériel est de plus en plus controversée.

Dans ce premier ouvrage complet sur le sujet, le membre exécutif Yan Campagnolo défend le secret ministériel en démontrant qu'il s'agit d'une doctrine essentielle au bon fonctionnement du système de gouvernement responsable. Néanmoins, il critique le caractère excessif des dispositions législatives protégeant le secret ministériel au niveau fédéral au Canada sur le motif qu'elles violent la primauté du droit. En se basant sur une analyse comparative des règles applicables au niveau provincial au Canada et au Royaume-Uni, en Australie et en Nouvelle-Zélande, Campagnolo propose des réformes qui permettraient d'atteindre un meilleur équilibre entre la confidentialité et la transparence du gouvernement. Le livre est disponible [ICI](#).



Le professeur **Yan Campagnolo** a été présélectionné pour le prix Walter Owen 2020. [CLIQUEZ ICI](#)



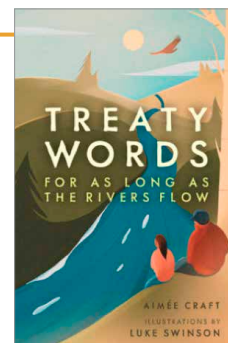
**Lynda Collins, *THE ECOLOGICAL CONSTITUTION*** (Routledge, 2021).

Cet ouvrage intègre les connaissances du constitutionnalisme environnemental et du droit écologique de manière concise, engageante et accessible.

Ce livre énonce les éléments nécessaires à toute constitution qui pourrait être considérée comme de nature « écologique ». En particulier, il soutient qu'une constitution écologique est une constitution qui codifie au minimum les principes clés suivants : le principe de durabilité; l'équité intergénérationnelle et la doctrine de la confiance publique; droits de l'homme environnementaux; droits de la nature; le principe de précaution et de non-régression; et les droits et obligations relatifs à un climat sain. Dans le contexte de la crise environnementale mondiale qui caractérise l'ère anthropocène actuelle, ces principes sont des outils importants pour changer la conscience et générer des réformes politiques pratiques à travers le monde. Réinventer des constitutions dans ce sens pourrait jouer un rôle vital dans le projet collectif de construction d'un avenir durable pour les humains, les animaux, les écosystèmes et la biosphère que nous partageons tous. Le livre est disponible [ICI](#).

Aimée Craft, **TREATY WORDS : FOR AS LONG AS THE RIVERS FLOW** (Annick Press, 2021)

Publié comme livre pour enfants en 2021, cet ouvrage est considéré comme étant une histoire essentielle pour les lecteurs de tout âge et mis en nomination pour le Rocky Mountain Book Award 2022. L'histoire est racontée depuis les rives de la rivière qui ont été la maison de Mishomis toute sa vie, alors qu'il apprend à sa petite-fille à écouter – à entendre à la fois les sons et les silences, et ainsi apprendre sa place dans la Création. Plus important encore, il lui enseigne les traités – les liens de réciprocité et de renouvellement qui durent aussi longtemps que le soleil brille, que l'herbe pousse et que les rivières coulent (illustrations de Luke Swinson). Le livre est disponible [ICI](#).

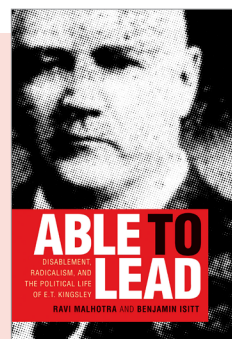
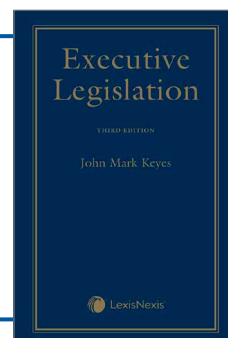


Adam Dodek, Craig Forcese, Philip Bryden, Richard Haigh, Mary Liston et Constance MacIntosh, **PUBLIC LAW : CASES, COMMENTARY, AND ANALYSIS** 4<sup>e</sup> éd. (Emond Publishing, 2020).

*Public Law: Cases, Commentary, and Analysis*, 4<sup>e</sup> édition est le seul texte du genre consacré exclusivement au droit public au Canada. Servant d'introduction au sujet, ce titre sensibilisera les étudiants à l'importance des lois et des règlements à la fois en tant que formes de droit et en tant que réponses politiques aux problèmes urgents de la société canadienne. Ce texte démontre les concepts, les principes et la théorie d'une manière directe et accessible, mise en contexte avec des extraits de cas soigneusement sélectionnés. Les cas sont présentés avec des commentaires d'auteur perspicaces qui offrent une introduction convaincante et cohérente au sujet du droit public. Le livre est disponible [ICI](#).

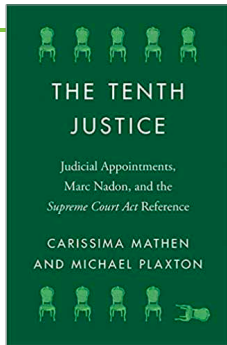
John Mark Keyes, **EXECUTIVE LEGISLATION**, 3<sup>e</sup> éd. (LexisNexis Canada, 2021).

Onze ans après la parution de la deuxième édition, John Mark Keyes a produit une mise à jour du manuel définitif du Canada sur les instruments législatifs élaborés par les autorités gouvernementales exécutives – *Executive Legislation*. Ce volume est le produit des 35 années d'expérience de l'auteur dans la rédaction de lois, l'enseignement et l'écriture dans ce domaine du droit vital, mais souvent négligé. Le livre est disponible [ICI](#).



Ravi Malhotra et Benjamin Isitt, **ABLE TO LEAD : DISABILITY, RADICALISM AND THE POLITICAL LIFE OF E.T. KINGSLEY** (UBC Press, 2021).

Cet ouvrage retrace le parcours politique de Kingsley, à partir du moment où il était conférencier à San Francisco. Comme membre dirigeant de la gauche californienne, il s'est présenté à la Chambre des représentants des États-Unis. Après avoir déménagé en Colombie-Britannique, il s'est fait connaître au sein du Parti socialiste du Canada et a dirigé son journal, le *Western Clarion*. Bien qu'il n'ait jamais été élu à un poste politique, Kingsley a façonné toute une génération de gauchistes canadiens. Ravi Malhotra et Benjamin Isitt mettent en lumière une figure qui a exercé une influence considérable à une époque où il était rare que des hommes handicapés dirigent. Ils examinent les efforts de Kingsley pour obtenir justice contre le chemin de fer du Pacifique Nord et comment la vie de Kingsley a croisé la loi sur l'immigration et le droit à la liberté d'expression.



**Carissima Mathen** et Michael Plaxton, **THE TENTH JUSTICE : JUDICIAL APPOINTMENTS, MARC NADON, AND THE SUPREME COURT ACT REFERENCE**

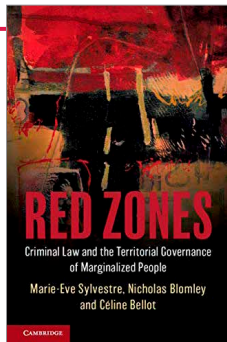
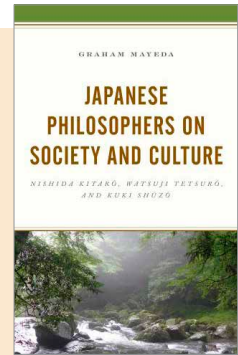
(UBC Press, 2020).

Dans ce livre, Carissima Mathen et Michael Plaxton ont présenté l'histoire des nominations judiciaires, le contexte juridique et politique qui a donné lieu au *Renvoi relatif à la Cour suprême* et l'impact que la décision a eu sur le débat juridique et constitutionnel au Canada. Avec une analyse historique et juridique détaillée, y compris des interviews inédites, *The Tenth Justice* explique comment l'affaire *Nadon* est devenue un cas, les problèmes en jeu et son héritage. Le livre est disponible [ICI](#).

**Graham Mayeda**, **JAPANESE PHILOSOPHERS ON SOCIETY AND CULTURE : NISHIDA KITARŌ, WATSUJI TETSURŌ, AND KUKI SHŪZŌ**

(Lexington, 2021)

Ce livre explore comment trois des éminents philosophes japonais du vingtième siècle – Nishida Kitarō, Watsuji Tetsurō et Kuki Shūzō – ont défini la culture et analysé ce qu'elle nous dit sur les relations sociales. Graham Mayeda explore également des aspects méconnus de l'œuvre de chaque philosophe, notamment une analyse philosophique du carnet de voyage de Watsuji, *Pilgrimages to the Ancient Temples in Nara* (*Pèlerinages aux temples antiques de Nara*), la place de l'intuition dans l'éthique de l'altérité de Kuki et le rôle de la culture dans la réalisation du concept de réalité de Nishida en tant que monde historique. Le livre est disponible [ICI](#).



La doyenne **Marie-Eve Sylvestre** a publié **RED ZONES : CRIMINAL LAW AND THE TERRITORIAL GOVERNANCE OF MARGINALIZED PEOPLE** (Cambridge University Press, 2020), avec les co-auteurs Nicholas Blomley et Céline Bellot.

Dans *Red Zones*, les auteurs examinent les restrictions territoriales imposées par les tribunaux et les autres conditions de mise en liberté sous caution et de condamnation qui sont de plus en plus prononcées dans le cadre de procédures pénales. En s'appuyant sur un vaste travail sur le terrain avec des acteurs juridiques du système de justice pénale, ainsi que ceux qui ont été soumis à une surveillance judiciaire, les auteurs démontrent l'impact dévastateur de ces restrictions sur les populations marginalisées – les sans-abri, les toxicomanes, les travailleurs du sexe et les manifestants – qui dépendent des espaces publics. À un niveau plus large, les auteurs montrent comment les zones rouges, contrairement à des formes de régulation spatiale mieux médiatisées telles que la législation ou les stratégies policières, créent une forme de territorialisation juridique qui menace d'inverser les attentes traditionnelles de justice et de remodeler notre compréhension du droit pénal et des peines pénales. Le livre est disponible [ICI](#).

La professeure **Marie-Eve Sylvestre** et les coauteurs Nicholas Blomley et Céline Bellot ont reçu le Prix du livre W. Wesley Pue 2021 de l'Association Canadienne Droit et Société. [CLIQUEZ ICI](#)

## CHAPITRES DE LIVRES

Tout au long de l'année, les membres du Centre ont rédigé des articles, des chapitres de livres et des rapports publics qui ont été bien reçus et évalués par des pairs.

- **Wolfgang Alschner**, « AI and Legal Analytics » dans Teresa Scassa et Florian Martin-Bariteau éd., *AI and the Law in Canada*, (Toronto : LexisNexis Canada, 2021). [CLIQUEZ ICI](#)
- **Wolfgang Alschner**, « The Computational Analysis of International Law » dans Rossana Deplano et Nicholas Tsagourias éd., *Research Methods in International Law : A Handbook* (Cheltenham : Edward Elgar Publishing, 2021). [CLIQUEZ ICI](#)
- **Wolfgang Alschner** et **John Mark Keyes**, « Translatability of Law and Legal Technology » dans Meng Ji and Sara Laviosa, eds, *Oxford Handbook on Translation and Social Practices* (New York : Oxford University Press, 2020). [CLIQUEZ ICI](#)
- **Monim Benaissa** a contribué à « Les écoles de pensée en droit » de la Revue de droit de l'Université de Sherbrooke. Cet ouvrage collectif rassemble les travaux de chercheurs des facultés de droit du monde entier et se concentre sur les grandes théories du droit qui ont émergé depuis le début du 20<sup>e</sup> siècle. [CLIQUEZ ICI](#)
- **Karen Eltis** et Ilia Siatitsa, « Realigning the Law to Better Uphold the State's Duty to Protect Human Rights : Towards an Interoperable Model for Addressing Racism and Strengthening Democratic Legitimacy » dans Yuval Shany, éd., *Reducing Online Hate Speech : Recommendations for Social Media Companies and Internet Intermediaries* (Institut israélien de la démocratie, 2020). [CLIQUEZ ICI](#)
- Sari Graben, **Angela Cameron** et Sarah Morales, « Gender Impact Analysis of Impact Benefit Agreements : Representation Clauses UNDRIP » dans Ibrinke Odumosu-Ayanu et Dwight Newman, éd., *Indigenous-Industry Agreements, Natural Resources and the Law*, (New York : Routledge, 2020). [CLIQUEZ ICI](#)
- **Martha Jackman**, « From Chaoulli to Cambie : Charter Challenges to the Regulation of Private Health Funding and Care », dans Colleen M. Flood et Bryan Thomas, éd., *Is Two-Tier Health Care the Future?* (Ottawa : Presses de l'Université d'Ottawa, 2020), 37-68. [CLIQUEZ ICI](#)
- **Katherine Lippel**, « Rendre visibles les lésions professionnelles des travailleuses : deux pas en avant, un pas en arrière », dans Christelle Casse et Marianne De Troyer, éd., *Genre, conditions de travail et santé. Qu'est-ce qui a changé?* (Institut syndical Européen, 2020). [CLIQUEZ ICI](#)
- **Graham Mayeda**, « Philosophical Issues in Water Law » dans Stefanovic I.L., Adeel Z. (eds) *Ethical Water Stewardship. Water Security in a New World* (Cham : Springer, 2021). [CLIQUEZ ICI](#)
- **Jennifer A. Quaid**, « AI and Competition Law » dans Florian Martin-Bariteau et Teresa Scassa, éd., *AI and the Law in Canada*, (Toronto : LexisNexis Canada, 2020). [CLIQUEZ ICI](#)
- **Amy Salyzyn**, « AI and Legal Ethics » dans Florian Martin-Bariteau et Teresa Scassa éd., *Artificial Intelligence and the Law in Canada*, (Toronto : LexisNexis Canada, 2021). [CLIQUEZ ICI](#)

## ARTICLES ET RAPPORTS

- **Wolfgang Alschner**, Manfred Elsig et Rodrigo Polanco, « Introducing the Electronic Database of Investment Treaties (EDIT) : The Genesis of a New Database and Its Use » (2020), 20:1 World Trade Review 73-94. [CLIQUEZ ICI](#)
- **Natasha Bakht**, « Reading the Niqab : A Shifting Signifier ? » (2021), *Reading Muslims*, Institut d'études islamiques, Université de Toronto. [CLIQUEZ ICI](#)
- Nicholas Blomley, Alexandra Flynn et **Marie-Eve Sylvestre**, « Governing the Belongings of the Precariously Housed : A Critical Legal Geography » (2020), 16 Annual Review of Law and Social Sciences. [CLIQUEZ ICI](#)
- **Yan Campagnolo**, « Rethinking Cabinet Secrecy » (2020), 13:3 Journal of Parliamentary and Political Law 497. [CLIQUEZ ICI](#)
- **Stephanie Carsley**, « Regulating Reimbursements for Surrogate Mothers » (2021), 58:4 Alberta Law Review 811. [CLIQUEZ ICI](#)
- **Nathalie J. Chalifour**, **Peter Oliver** et Taylor Wormington, « Clarifying the Matter : Modernizing Peace, Order, and Good Government in the Greenhouse Gas Pollution Pricing Act Appeals » (2020), 40:2 National Journal of Constitutional Law 153. [CLIQUEZ ICI](#)



- Mylène Coderre et **Delphine Nakache**, « From Working Tourists to Permanent Residents : Experiences of Migrant Workers with Youth Mobility Schemes in Canada » (2021), *International Migration & Integration*. [CLIQUEZ ICI](#)
- **Anne-Françoise Debruche**, « Le jury de common law comme héritier du jugement de Dieu : la vérité du verdict peut-elle être motivée ? » (2020), 50:1 *Revue générale de droit* 39. [CLIQUEZ ICI](#)
- **Karen Eltis**, « L'extraterritorialité, l'intelligence artificielle et la justice : Une étude préliminaire – The Extraterritorial Automatization of Justice : Will the Black Box decide? AI and Bias in Judicial Decision Making from a Comparative Perspective » (2020), Éditions A. Pedone. [CLIQUEZ ICI](#)
- **Karen Eltis** a participé à la rédaction du rapport de l'Association du Barreau canadien, « No Turning Back : CBA Task Force Report on Justice Issues Arising from COVID-19 » (2021). [CLIQUEZ ICI](#)
- **Marie-France Fortin**, « The King's Two Bodies and the Crown A Corporation Sole : Historical Dualities in English Legal Thinking » (2021), *History of European Ideas* (à venir). [CLIQUEZ ICI](#)
- **Daphne Gilbert**, « Faith and/in Medicine : Religious and Conscientious Objections to MAiD » (2020), 43:2 *Dal LJ* 657. [CLIQUEZ ICI](#)
- **Daphne Gilbert**, « Attesting to Fundamental Human Rights : The Backlash to the Active Promotion of Equality in Canada » (2020), 16:1 *Journal of Law and Equality* 1. [CLIQUEZ ICI](#)
- **Mistrale Goudreau** et Jabeur Fathally, « L'illusion de la meilleure méthode d'interprétation des lois : Réflexions sur les droits canadien, canonique et musulman » 2020:2 *Revue internationale de droit comparé* 315. [CLIQUEZ ICI](#)
- **Martha Jackman**, « Un pas en avant, deux pas en arrière : l'héritage de *Gosselin* pour les droits socio-économiques » (2020), 61:1 *Les cahiers de droit* 427. [CLIQUEZ ICI](#)
- Elizabeth F Judge et **Michael Pal**, « Voter Privacy and Big-Data Elections » (2021), 58 :1 *Osgoode Hall Law Journal* 1. [CLIQUEZ ICI](#)
- **John Mark Keyes**, « Parliamentary Scrutiny of the Quality of Legislation in Canada » (2021), 9:2 *The Theory and Practice of Legislation*. [CLIQUEZ ICI](#)
- **Kyle Kirkup**, « The Gross Indecency of Criminalizing HIV Non-Disclosure » (2020), 73:3 *University of Toronto Law Journal* 263. [CLIQUEZ ICI](#)
- **Kyle Kirkup**, « The Aftermath of Human Rights Protections : Gender Identity, Gender Expression, and the Socio-Legal Regulation of Schools » (2020), 35:2 *La Revue Canadienne Droit et Société*. [CLIQUEZ ICI](#)
- **Jamie Chai Yun Liew**, « The Invisible Women : Migrant and Immigrant Sex Workers and Law Reform in Canada » (2020), 14:1 *Studies in Social Justice* 90. [CLIQUEZ ICI](#)
- **Jamie Chai Yun Liew**, « The Law's Broken Promises to Stateless Persons » (2020), 26:11 *Brown Journal of World Affairs* 87. [CLIQUEZ ICI](#)
- **Vanessa MacDonnell** et Julia Hughes, « Treaty Promises and the Duty to Consult on Legislation » (2021), *Revue générale de droit* (à venir).
- Gabrielle Appleby, **Vanessa MacDonnell** et Ed Synot, « The Pervasive Constitution : The Constitution Outside the Courts » (2020), 48:4 *Federal Law Review* 437. [CLIQUEZ ICI](#)
- **Carissima Mathen** et Jane Bailey, « Technologically-Facilitated Violence Against Women & Girls : Assessing the Canadian Criminal Law Response » (2020), 97:1 *La Revue du Barreau canadien* 564. [CLIQUEZ ICI](#)
- **Carissima Mathen** et Michael Plaxton, « What's Right with Section 33.1 » (Avril 2021), *Canadian Criminal Law Review/Revue canadienne de droit pénal* 255. [CLIQUEZ ICI](#)
- **Carissima Mathen**, « An Inconvenient Constitution? The Troubles with Suspended Declarations of Invalidity » (2021), *Supreme Court Law Review*. [CLIQUEZ ICI](#)
- **Errol Mendes**, « Restrictions on Mobility Rights of Canadians During the Pandemic; The Critical Need for Proper Scientific and Public Health Rationales » (2020), 41:1 *National Journal of Constitutional Law/Revue nationale de droit constitutionnel*. 57. [CLIQUEZ ICI](#)
- **Jena McGill** a publié un nouveau rapport sur l'intersectionnalité avec Grace Ajele dans le cadre du projet de litige stratégique féministe de LEAF. [CLIQUEZ ICI](#)
- **Jena McGill**, Teresa Scassa, **Amy Salzyn** et Suzanne Bouclin, « Developing Privacy Best Practices for Direct-to-Public Tech Tools : Observations and Lessons Learned » (2020), 18:1 *Canadian Journal of Law and Technology*. [CLIQUEZ ICI](#)
- **France Morrissette**, « Le recours à l'accord mixte au fil de l'évolution temporelle et matérielle de la compétence de l'Union européenne en matière commerciale » (2019), 32:1 *Revue québécoise de droit international* 43. [CLIQUEZ ICI](#)
- **Jennifer A. Quaid**, « The Limits of Legislation as a Tool of Reform : A Study of the Westray Reform to Organizational Sentencing » (2020), 54:1 *RJTUM* 511-567. [CLIQUEZ ICI](#)
- **Charles-Maxime Panaccio**, « *Apologia* for a General Doctrine of Substantive Equality and Discrimination » (2020), 11:2 *Jurisprudence* 213. [CLIQUEZ ICI](#)

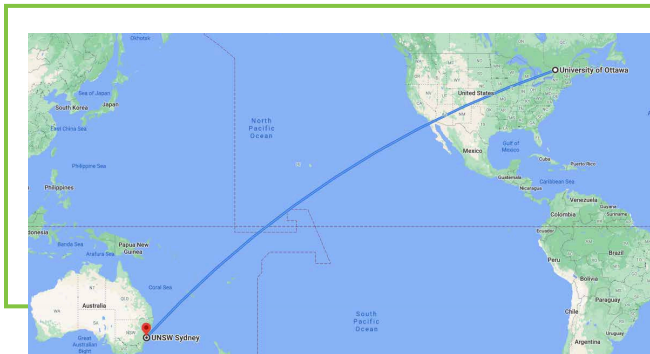
- **Mona Paré** et Diane Bé, « La participation des enfants aux procédures de protection de la jeunesse à travers le prisme de la vulnérabilité » (2020), 61:1 Les Cahiers de droit. [CLIQUEZ ICI](#)
- **Samuel Singer**, « Trans Justice, Trans Rights : A Multi-Instrumentalist Legal Toolkit » (2020), 35:2 Canadian Journal of Law and Society/Revue canadienne droit et société 293. [CLIQUEZ ICI](#)
- **Samuel Singer**, « Charity Law Reform in Canada : Moving from Patchwork to Substantive Reform » (2020), 57:3 Alberta Law Rev à 683. [CLIQUEZ ICI](#)
- **Terry Skolnik** et **Vanessa MacDonnell**, « Policing Arbitrariness : *Fleming v. Ontario* and the Ancillary Powers Doctrine » (2021), 100 Supreme Court Law Review (2d), 187. [CLIQUEZ ICI](#)
- **Terry Skolnik**, « Criminal Law During (and After) COVID-19 » (2020), 43:1 Manitoba Law Journal 145. [CLIQUEZ ICI](#)
- **Asaph Wenda**, « Droit d'ingérence humanitaire, outil de protection de droit à la santé » (2021), Éditions Universitaires Européennes. [CLIQUEZ ICI](#).
- **David Wiseman** et Julie Mathews ont publié un document de discussion, « Community Justice Help : Advancing Community-Based Access to Justice A discussion paper » (2020), (Toronto : Éducation juridique communautaire Ontario). [CLIQUEZ ICI](#)

## ÉDITORIAUX

- **Sarah Berger Richardson** a écrit un article d'opinion intitulé « COVID-19 exacerbates existing inequities in the agrifood labour force. » Policy Options (31 août 2020). [CLIQUEZ ICI](#)
- **Nathalie Chalifour** a écrit un article d'opinion, « What the Supreme Court ruling on national carbon pricing means for the fight against climate change. » The Conversation (29 mars 2021). [CLIQUEZ ICI](#)
- **Y Y. Chen** a écrit un article d'opinion intitulé « Supreme Court decision on genetics law missed a critical opportunity to hold Parliament more accountable. » CBC (03 août 2020). [CLIQUEZ ICI](#)
- **François Larocque** et Stéphanie Chouinard ont co-écrit un éditorial, « Bilingualism and diversity : The Supreme Court can – and should – have both. » The Conversation (2 juin 2021). [CLIQUEZ ICI](#)
- **Yves Le Bouthillier** et **Delphine Nakache** ont écrit un article d'opinion intitulé « Is it constitutional to screen Canadians trying to board flights home. » Policy Options (7 avril 2020). [CLIQUEZ ICI](#)
- **Anne Levesque** a écrit un article d'opinion « Les injustices envers les enfants des Premières Nations se poursuivent encore aujourd'hui. » The Conversation (8 juillet 2021). [CLIQUEZ ICI](#)
- **Alexandre Lillo**, Éric Champagne, Lauren Touchant, **Marie-France Fortin** et Thomas Burelli ont co-écrit un article d'opinion, « Canada has 20 percent of the world's freshwater reserves – this is how to protect it. » The Conversation (29 avril 2021). [CLIQUEZ ICI](#)
- **Ravi Malhotra** a co-écrit un éditorial avec la physiatre Sue Dojeiji, « Vaccine Policy is Ignoring People with Disabilities. » Ottawa Citizen (6 mai 2021). [CLIQUEZ ICI](#)
- **Jennifer Quaid** a écrit un article d'opinion, « Supreme Court dismisses Company's cruel and unusual punishment claim. » The Conversation (24 novembre 2020). [CLIQUEZ ICI](#)
- **Vanessa MacDonnell**, **Sophie Thériault** et Sridhar Venkatapuram ont co-écrit un article d'opinion, « À quoi ressemblera notre avenir après la pandémie ? » La Presse (24 juillet 2020). [CLIQUEZ ICI](#)
- **Errol Mendes** a écrit un article d'opinion, « How Quebec's amendment could sever ties with Canada. » iPolitics (2 juin 2021). [CLIQUEZ ICI](#)
- Debra Parkes et **Carissima Mathen** ont co-écrit un article d'opinion, « Canadian universities must act not to protect their communities. » Vancouver Sun (2 août 2021). [CLIQUEZ ICI](#)
- **Benoît Pelletier** a écrit un article d'opinion, « Le projet de loi 96 n'est pas un deuxième Meech. » Le Droit (11 juin 2021). [CLIQUEZ ICI](#)

# VI PARTENARIATS

L'un des principaux objectifs du Centre est de développer des partenariats avec d'autres centres de droit public, des penseurs et des écrivains du monde entier.

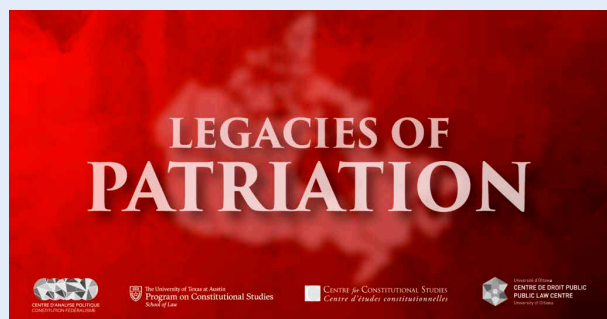


## PARTENARIAT AVEC GILBERT + TOBIN CENTER OF PUBLIC LAW :

Le Centre a conclu un accord formel de collaboration de recherche avec le Gilbert + Tobin Public Law Center de l'Université de New South Wales à Sydney, en Australie. Le Centre explore également des liens supplémentaires avec d'autres centres de droit public de premier ordre, notamment ceux situés dans les pays du Sud et de La Francophonie. [CLIQUEZ ICI](#)

## PARTENARIAT SUR LA CONFÉRENCE NATIONALE POUR MARQUER LE 40<sup>E</sup> ANNIVERSAIRE DU RAPATRIEMENT DE LA CONSTITUTION :

Le Centre s'est associé au Centre d'études constitutionnelles de l'Université de l'Alberta, à l'Université de l'Alberta, au programme d'études constitutionnelles de l'Université du Texas à Austin et au Centre d'analyse de politique – Constitution fédérale de l'UQAM dans le cadre d'une conférence nationale majeure qui se tiendra en avril 2022 pour souligner le 40<sup>e</sup> anniversaire du rapatriement de la Constitution. La conférence aidera à forger de nouveaux liens entre le Centre et d'autres centres de recherche en droit public au Canada et aux États-Unis. [CLIQUEZ ICI](#)




L'honorable Rosalie Silberman Abella  
**UNE VIE D'AVANT-GARDE**

Célébrons l'héritage exceptionnel d'une carrière remarquable!

INSCRIPTION | [www.ciaj-icaj.ca](http://www.ciaj-icaj.ca)

En personne à Ottawa et en ligne  
Les 12 et 13 mai 2022



## PARTENARIAT SUR UNE CONFÉRENCE INTERNATIONALE POUR SOULIGNER LE DÉPART À LA RETRAITE DE LA JUGE ROSALIE ABELLA DE LA COUR SUPRÊME DU CANADA :

Le Centre s'est associé à l'Institut canadien d'administration de la justice, au Centre de recherche et d'éducation sur les droits de la personne et à la Société des plaideurs pour organiser une conférence internationale à Ottawa en mai 2022 afin de célébrer le départ à la retraite de l'estimée juriste Rosalie Abella de la Cour suprême de Canada. Cette conférence de deux jours discutera de différents aspects de l'héritage de la juge Abella, de son influence en tant que l'une des plus jeunes femmes à être nommées à la magistrature au Canada à sa jurisprudence novatrice en matière d'égalité de la Cour suprême. La conférence réunira des universitaires, des étudiants, des avocats, des juges, les médias et le grand public. [CLIQUEZ ICI](#)

# VII FAITS SAILLANTS DES MEMBRES

Les membres ont reçu des prix, des subventions de recherche et des nominations pour une grande variété de groupes de travail et de comités importants.

- **Natasha Bakht** a reçu le prix d'enseignement de l'AECLSS de l'Association étudiante de Common Law pour la Most Consideration of Intersectionality. [CLIQUEZ ICI](#)
- **Stephen Bindman** a été membre de la table ronde des Avocats inscrits sur la liste en droit criminel sur les condamnations injustifiées présenté par les Criminal Law Students' Association de l'Université de Toronto. [CLIQUEZ ICI](#)
- **Stephen Bindman** a présenté un aperçu des condamnations injustifiées lors d'un séminaire de l'Institut national de la magistrature pour la Cour supérieure de la Colombie-Britannique.
- Angela Cameron et **Natasha Bakht**, présidente de Shirley Greenberg pour les femmes et la profession juridique, ont toutes deux figuré sur la liste *Hill Times* des 100 meilleurs livres en 2020. Le livre du professeur Bakht s'intitule *In Your Face: Law, Justice, and Niqab-Wearing Women in Canada*. La collection éditée par le professeur Cameron, *Creating Indigenous Property: Power, Rights, and Relationships*, a été coéditée avec les professeurs Sari Graber et Val Napoelon. [CLIQUEZ ICI](#)
- **Paul Daly** a joué un rôle actif dans le projet de réforme du contrôle judiciaire du gouvernement du Royaume-Uni et a été invité à participer à deux séminaires de consultation privés organisés par le ministère de la Justice; son analyse du rapport Independent Review of Administrative Law a été publiée dans *The Guardian*. [CLIQUEZ ICI](#)
- **Adam Dodek** a été nommé l'un des sept commissaires de la nouvelle Commission canadienne sur l'expression démocratique. [CLIQUEZ ICI](#)



- **Karen Eltis** a été sélectionnée pour devenir membre de la Société québécoise d'information juridique. [CLIQUEZ ICI](#)

- **John Mark Keyes** a reçu le prix d'excellence John Tait de l'Association du Barreau canadien reconnaissant les avocats du secteur public au Canada. [CLIQUEZ ICI](#)



- **Kyle Kirkup** et le professeur Lee Airton ont lancé Gegi.ca qui offre aux élèves et à leurs proches des outils pour les aider à défendre leurs droits humains en matière d'identité de genre et d'expression de genre à l'école. [LISEZ ICI](#)

- **Aimée Craft** a reçu le Prix de chercheur en début de carrière de l'année 2020 qui est décerné chaque année aux membres du corps professoral qui ont apporté une contribution exceptionnelle à la recherche à l'Université d'Ottawa. [CLIQUEZ ICI](#)
- **Aimée Craft** s'est aussi vu accorder la nouvelle Chaire de recherche de l'Université (CRU) *Nibi miinawaa aki inaakonigewin* en gouvernance autochtone en relation avec la terre et l'eau. La Chaire soutiendra son travail continu sur le droit, la politique et la durabilité de l'eau pour les autochtones, la récupération des pratiques d'accouchement autochtones en tant que catalyseurs du bien-être et la réaffirmation de la souveraineté territoriale, et la reconnaissance de la compréhension autochtone des traités dans le cadre de la réconciliation au Canada. [CLIQUEZ ICI](#)



- **François Larocque** a été sélectionné comme l'un des quatre nouveaux Boursiers de la Fondation Pierre Trudeau. [CLIQUEZ ICI](#)

- **François Larocque** a aussi reçu l'Ordre de la Pléiade pour sa contribution à la langue française en Ontario. [CLIQUEZ ICI](#)



- **Anne Levesque** a été sélectionnée comme finaliste pour un Prix Shaphir de La Fondation franco-ontarienne dans la catégorie engagement communautaire. [CLIQUEZ ICI](#)
- **Anne Levesque** a reçu une subvention du Programme de financement de démarrage de l'Université d'Ottawa pour étudier comment les membres de groupes en quête d'égalité impliqués dans des litiges d'intérêt public interprètent l'accès à la justice. [LISEZ ICI](#)



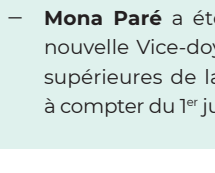
- **Jamie Liew** a été nommé Directrice de l'Institut d'études féministes et de genre à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2021 pour un mandat de deux ans. L'Institut est situé à la Faculté des sciences sociales et Jamie y sera pour les deux prochaines années. [CLIQUEZ ICI](#)

- **Carissima Mathen** était panéliste à la 24<sup>e</sup> conférence annuelle sur les affaires constitutionnelles d'Osgoode et a discuté de ce que *Fraser c. Canada* nous enseigne au sujet de l'article 15. [CLIQUEZ ICI](#)
- **Vanessa MacDonnell** a coédité un numéro spécial dans le *McGill Law Journal/Revue de droit de McGill* avec la professeure Se-shauna Wheatle sur les normes et principes constitutionnels non écrits. Le fondateur du Centre, le professeur Peter Oliver, et le membre exécutif, le professeur Michael Pal, ont également contribué au numéro. [CLIQUEZ ICI](#)

- **Heather McLeod-Kilmurray** a été sélectionnée pour être membre du Building Back Better : Groupe de travail post COVID-19, un groupe de travail axé sur la création d'une société post-pandémie durable établie par la Commission canadienne pour l'UNESCO. [CLIQUEZ ICI](#)



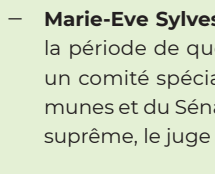
- En 2020, **Peter Oliver** a reçu le prix d'excellence en recherche de la Faculté de droit, section de Common law. [CLIQUEZ ICI](#)



- **Mona Paré** a été choisie comme nouvelle Vice-doyenne aux Études supérieures de la Faculté de droit à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2021. [CLIQUEZ ICI](#)



- **Samuel Singer** a co-édité un numéro spécial de la *Revue canadienne droit et société* avec Ido Katri, intitulé *Sur les marges du changement juridique trans*. [CLIQUEZ ICI](#)



- **Marie-Eve Sylvestre** était la modératrice de la période de questions et réponses devant un comité spécial de la Chambre des communes et du Sénat pour le candidat à la Cour suprême, le juge Mahmoud Jamal. [CLIQUEZ ICI](#)



- Le cinéaste en résidence de la Section de droit civil **Étienne Trépanier** a lancé Jurivision, une plateforme audiovisuelle innovante pour le droit. Jurivision repense et réhumanise la façon dont nous transmettons les connaissances sur la loi, en lui donnant vie à l'écran. [CLIQUEZ ICI](#)



- **David Wiseman** a été choisi comme nouveau vice-doyen du Programme de Common Law en anglais à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2021



57, rue Louis Pasteur  
Pavillon Fauteux  
Ottawa, Ontario K1N 6N5

[cdp-plc@uottawa.ca](mailto:cdp-plc@uottawa.ca)  
[publiclawdroitpublic.ca](http://publiclawdroitpublic.ca)



Université d'Ottawa  
**CENTRE DE DROIT PUBLIC**